

Nouvelle loi de L'UE sur les semences « tout pouvoir aux multinationales »

Erik D'haese

6 décembre 2011 (source : MO magazine) - L'Union européenne travaille sur une nouvelle législation pour les semences. En mai 2011, elle a organisé une consultation pour les différentes parties concernées. Il y a, cependant, de nombreux commentaires à faire quant à la façon dont la consultation s'est passée. Il y a aussi la question de savoir si la loi susceptible d'en sortir offre réellement une réponse aux problèmes auxquelles l'agriculture et la nutrition sont confrontées actuellement. En tout cas Olivier De Schutter, Rapporteur Spécial de l'ONU sur le droit de l'alimentation, n'en semble pas du tout convaincu.*

Presque tout ce que nous mangeons aujourd'hui provient de l'agriculture intensive. Et tous les produits agricoles ont un point commun: tout commence avec les semences. Les graines qui sont utilisées dans l'agriculture industrielle sont achetées et vendues sur le marché mondial, comme les poupées Barbie ou les ordinateurs portables.

Aujourd'hui, plus des deux tiers du marché mondial des semences sont la propriété de dix sociétés. Près de la moitié est dominé par seulement trois sociétés multinationales avec, en tête, Monsanto, inventeur de l'Agent Orange, qui détient 23% du marché. Il s'agit en général d'entreprises pétrochimiques qui ont trouvé dans la production de semences le moyen idéal pour vendre leurs pesticides et engrais chimiques - tous les deux dérivés du pétrole.

Mais toutes les graines ne peuvent pas être vendues. De nombreux États membres de l'UE connaissent aujourd'hui un système qui utilise des catalogues de variétés végétales enregistrées. Dans ces pays, l'inscription dans un catalogue est une condition pour qu'une variété puisse être vendue sur le marché. Les variétés végétales non-inscrites ne sont donc pas autorisées dans le commerce, mais elles sont actuellement souvent tolérées comme variétés "à valeur sentimentale, mais sans valeur commerciale".

La sécurité alimentaire est censée être assurée par deux types de tests effectués avant l'enregistrement des variétés dans ces catalogues. Il existe en plus un système de certification des semences, accompagné par des contrôles. Dans de nombreux États membres les tests et contrôles sont organisés par des organismes officiels. Les tests d'enregistrement permettent aussi aux producteurs de semences d'obtenir des droits d'obtention végétale sur les variétés qu'ils ont développés.

Il se trouve que l'Union européenne développe depuis 2007 une nouvelle législation qui devrait «améliorer» les règles pour la commercialisation des semences. Il n'est pas clair que ceci soit nécessaire. Tout indique que la nouvelle loi augmentera avant tout de manière significative le pouvoir des multinationales semencières.

Une législation adaptée à son temps

Creuser un peu dans le processus qui mène à cette nouvelle loi nous permet de constater assez vite des choses remarquables. Une analyse de la situation actuelle a d'abord été commandée chez un consultant externe. Des recherches plus poussées sur ce consultant nous amènent rapidement sur le site de « Arcadia International », une firme internationale

de consultants qui écrit sur son site Internet, sans sourciller (ce n'est pas moi qui souligne): "Our experts are serving the global food and agribusiness systems – from crop production, through processing and marketing. We work with all sectors, with a unique industry focus, by integrating segment expertise and understanding segment interaction to lead to competitiveness & market access improvements for our customers" : *"Nos experts sont au service des systèmes mondiaux de l'alimentation et de l'agro-industrie - de la production agricole jusqu'à la transformation et la commercialisation. Nous travaillons avec tous les secteurs, en portant une attention privilégiée à l'industrie, en intégrant l'expertise dans les segments et la compréhension de l'interaction des segments pour conduire à la compétitivité et à l'amélioration de l'accès aux marchés pour nos clients. "* Cette focalisation sur l'industrie est donc la perspective à travers laquelle la restructuration actuelle du marché européen des semences est considérée.

L'évaluation par Arcadia et l'FCEC (Consortium de consultants qui évaluent la chaîne alimentaire) est basée sur un formulaire qui a été rempli par des parties concernées à travers toute l'UE. Cette évaluation montre que le système législatif actuel fonctionne correctement pour fournir le marché en semences saines et de qualité.

Le résultat de la recherche est forcément déformé par la perspective des pays de l'UE les plus industrialisés. Il y avait plus de réponses en provenance de ces pays, ils ont plus de poids économique, une plus longue expérience avec ce type de législation et ils ont une plus petite distance géographique et culturelle du centre législatif. Le résultat est que des milliers d'agriculteurs dans des pays comme la Bulgarie seront incorporés sans pitié dans un système qui n'a jamais été le leur.

La recherche de l'Arcadie et FCEC a été chaleureusement accueillie par la Commission Européenne et traduite en un plan d'action qui devrait servir de guide pour une loi Européenne unifiée sur les semences.

Ce plan date de 2009 et est principalement construit autour de la libéralisation du marché, avec l'intention de «diminuer les coûts» et de «promouvoir la sécurité alimentaire». Ce sont l'uniformisation de la législation et des ressources, la centralisation de la bureaucratie et la collaboration avec l'industrie qui devront nous apporter le beau temps. En bref, une loi qui « répond mieux aux attentes de son temps ».

Standardiser et privatiser

Les propositions qui circulent vont loin. En effet, les agriculteurs et les jardiniers partout dans l'UE devront se conformer à une seule législation centralisée. Ce qui signifie que celle-ci sera pour la plupart d'entre eux moins accessible, moins facile à remettre en question parce que partagée par une population beaucoup plus large et lointaine, autant au sens géographique que psychologique. Ainsi, des agriculteurs grecs seront désormais contraints de s'unir avec des portugais, des irlandais et des finlandais pour parvenir à peser au moins un minimum sur la gouvernance.

Actuellement, chacun des États membres a développé des moyens différents pour réglementer son propre marché de semences. Ceci est considéré comme un problème. Néanmoins, l'extermination de cette diversité législative pourrait bien provoquer des conséquences extrêmement néfastes sur la biodiversité européenne, dans la nature comme dans votre assiette.

L'Europe veut réduire les différents systèmes de tests, de contrôles et de catalogues à un

seul système. Le plan d'action propose qu'éventuellement ces tests puissent être externalisés afin de réduire les dépenses publiques. Deux ans plus tard, cette éventualité semble de plus en plus inévitable.

Police des semences

Une fois que cette loi unique sera en vigueur, le Plan d'action propose d'établir une sorte de «police des semences». Elle prévoit pour ces inspecteurs une formation spécifique, sous la devise «Une meilleure formation pour des aliments plus sûrs». Vous imaginez déjà l'inspecteur allemand qui visite des villages roumains pour vérifier si leurs variétés anciennes de laitues sont bien sans danger... Le même type de raisonnement a dans le passé déjà forcé un bon nombre de petits producteurs de fromages artisanaux, au Portugal, en Belgique ou en Pologne à fermer en raison d'une "incompatibilité avec les règles d'hygiène". Des règles qui nécessitent d'énormes investissements, que dans le monde réel seuls les grands acteurs capitalistes peuvent se permettre.

La nouvelle législation devrait aussi être compatible avec d'autres grands idéaux européens, tels que la sécurité alimentaire. Pour ceci, le plan d'action mentionne un rôle important attribué à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (European Food Safety Authority (EFSA)). Cette agence officielle de l'UE doit protéger le consommateur des effets nocifs des produits chimiques et des OGM, à l'aide de tests clairs et scientifiquement fondés.

Cependant, l'EFSA n'a pas réussi à rester irréprochable, malgré son existence courte, depuis 2002. Plusieurs membres du conseil d'administration ont aussi des fonctions dans des multinationales alimentaires majeures ou dans des lobbies de l'industrie alimentaire. Cela a conduit à plusieurs reprises à des controverses et des recommandations pas fiables, y compris sur les OGM.

Le plan prévoit également une extension des pouvoirs de l'Office Communautaire des Variétés Végétales (OCVV), un autre organisme européen actuellement en charge d'accorder les droits d'obtention végétales. Cette OCVV devrait désormais réunir tous les catalogues dans un catalogue, valable pour l'ensemble de l'Union. Encore une centralisation inutile de structures de pouvoir. On peut se demander si cela ne conduira pas inévitablement à un accroissement des droits de propriété intellectuelle sur les plantes et les êtres vivants.

Exporter des règles de l'UE

D'autre part, le plan mentionne aussi l'ambition d'exporter la nouvelle loi européenne à d'autres parties du monde. Les accords bilatéraux et les traités de libre-échange sont d'excellentes opportunités qui permettent d'introduire ces principes du marché néolibéral dans des pays où la petite agriculture fournit encore le pain quotidien de la majorité de la population. Ceci peut rendre la vie de millions de paysans pauvres encore plus difficile, voire impossible. Les organisations paysannes dans des pays comme l'Inde et la Turquie craignent déjà le pire si cette nouvelle loi passe.

L'UE se met en avant comme un acteur clé au niveau international, avec l'ambition de faciliter le mouvement international des graines. Encore un principe qui espère rendre les agriculteurs et donc l'alimentation dépendants de ces systèmes législatifs complexes et de transactions énergivores. Les fermes perdent de plus en plus leur légitimité sociale

comme centres locaux d'autonomie durable et sont forcées de devenir des machines de production industrielle, en fonction du marché mondial et de ses acteurs dominants.

Le dernier point dans le plan d'action propose une coopération future plus étroite avec les principales parties concernées. Ce qui pourrait être source d'optimisme, sauf que la pratique montre que ces parties concernées sont principalement des lobbyistes de l'industrie. Une société comme Monsanto a dépensé, déjà en 2008, près de 7 millions d'euro pour des activités de lobbying, et les bureaux de la plupart de ces multinationales sont soigneusement intégrés dans le quartier européen de Bruxelles. Le chaos actuel des législations nationales semble particulièrement problématique pour les grandes entreprises multinationales. Il est beaucoup plus facile et, en effet, plus rentable de pouvoir concentrer toutes les activités de lobbying à un seul endroit.

On vous écoute. Mais à quel propos?

Jusqu'à la fin de mai 2011 toutes les parties concernées ont eu la possibilité de donner leur avis sur les plans lors d'une consultation. Cependant, le formulaire qui devait être utilisé à cette fin a été presque symboliquement représenté comme un choix à faire entre cinq scénarios très similaires. Chacun de ces scénarios est basé sur le système des essais, catalogues, des certifications et des inspections. De cette façon, toutes les critiques fondamentales portant sur l'ensemble du processus se sont retrouvées automatiquement à la marge.

Un peu comme si vous étiez marchand de poires et le gouvernement décide tout à coup que désormais vous devez vendre des pommes. Heureusement, ils rajoutent que vous avez la possibilité de vous exprimer sur la question. Le lendemain, ils vous donnent dix minutes pour décider quel type de pommes il faudra cultiver. Seulement, chacune des cinq variétés est verte et acide, et au bout du compte vous n'avez pas du tout envie de cultiver des pommes, mais des poires. En plus il faudra acheter les pommes chez une société étrangère et il n'y a personne dans votre village qui aime vraiment les pommes, en tout cas pas les pommes vertes et acides.

En résumé, le Plan d'action parle du "level playing field", un terme capitaliste sur l'égalité des chances, qui indique un terrain de foot bien plat, de sorte que tout le monde reçoit légalement les mêmes opportunités. En pratique, cela signifie bien sûr que les petites fourmis dans la branche seront impitoyablement écrasées par les grands éléphants, et pour donner un coup de main à Hannibal, les Alpes sont proprement nivelées. Comme ça César aura ce qui lui est proprement dû.

En d'autres termes, faire un bon choix entre les scénarios était très difficile pour les petits producteurs de semences. Soit les choses deviennent plus chères, et les grands joueurs gagnent parce qu'ils sont financièrement plus solides. Ou bien tout devient centralisé, et les grands joueurs gagnent à cause de leurs connections politiques. Soit les tests et inspections sont privatisés, et les grands joueurs gagnent parce qu'ils bénéficient de plus de poids et de ressources, et arrivent à adapter plus facilement les tests à leur volonté.

Faits accomplis

Plusieurs points du plan d'action ne sont pas abordés dans les cinq scénarios de cette consultation. Ceux-ci sont orientés complètement autour des procédures d'enregistrement des variétés et des contrôles sur la production. Cette législation unifiée, qui accordera une

influence énorme à une poignée de personnes et d'entreprises bien placées et qui aura force de loi sur l'ensemble de l'UE et sur plusieurs de ses partenaires commerciaux, semble presque un fait accompli.

Et si, en tant que participant à l'enquête, je trouvais que les bulgares, les turcs et les indiens n'ont pas besoin du modèle industriel européen, où aurais-je pu l'écrire ? Est-il réaliste à ce stade du processus de remettre en question l'intégralité des évaluations et des rapports lancés depuis 2007 ?

Les réponses à la consultation des parties concernées sont actuellement librement consultables sur internet. On peut comparer les réponses des multinationales comme Monsanto, Syngenta ou Limagrain à celles du gouvernement britannique, à la Confédération Paysanne, Kokopelli ou Velt, une organisation belge pour le jardinage écologique. J'en ai parcouru une cinquantaine – un cinquième à peu près.

Les grands acteurs industriels semblent trouver un intérêt aux scénarios, en particulier ceux qui mettent en avant la privatisation. Souvent ils écrivent des suggestions abondantes et des propositions destinées à les avantager encore plus, en s'appuyant sur leur poids économique et leur besoin de rentabilité. D'autre part, les organisations et les individus qui se soucient de la biodiversité préfèrent souvent le quatrième scénario, parce que c'est le seul qui ne condamne pas la production de semences paysannes à l'illégalité.

Les pays occidentaux de l'UE sont beaucoup mieux représentés dans les réponses, tandis que peu ou pas de réponses proviennent de certains pays d'Europe de l'Est. Le fait que certaines réponses soient presque incompréhensibles dans l'anglais obligatoire, montre de façon convaincante que l'uniformité linguistique peut elle aussi mener à des situations antidémocratiques. Au-delà du pays ou de la langue, il y a plusieurs réponses qui sont tellement légères ou critiques qu'on peut se demander sérieusement si elles seront prises au sérieux.

Heureusement, il y a aussi un certain nombre de parties concernées qui ne se laisse pas convaincre de rentrer dans la catégorisation et le raisonnement suggérés par l'enquête. Ceci est clairement formulé par la réponse de Velt: "Un jour, l'histoire va considérer la Loi Européenne sur les semences comme une erreur grave, parce qu'elle suppose que les graines sont une marchandise comme une autre, seulement destinées à produire des bénéfices."

Agro-écologie

Cet article traite d'un besoin humain de base : la nourriture. C'est tout le sujet de cette histoire : la nourriture pour un monde en crise. Nous constatons que cette législation aborde ce besoin à travers une perspective capitaliste très étroite. La situation devient très différente lorsque nous écoutons le discours du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter.

Les rapports et les conférences donnés par M. De Schutter mentionnent systématiquement que la vraie solution pour nourrir le monde de façon durable se trouve dans l'agriculture mixte à petite échelle, écologique et locale. Celle-ci a une plus grande productivité à l'hectare, et offre également une réponse durable à la hausse du chômage. Tant du point de vue du changement climatique, que de la croissance démographique, de la perte de biodiversité et de l'augmentation des inégalités sociales,

elle semble être la seule vraie solution.

Pourtant, on constate que ce sont les multinationales des OGM qui crient le plus fort que leur modèle de production offre le plus haut rendement à l'hectare. Ceci parce qu'ils occultent tout un ensemble de paramètres tels que la consommation de pétrole, la durabilité, l'environnement, la valeur nutritive et l'impact social sur la société.

Le climat nous présente la nécessité absolue de réduire considérablement la consommation mondiale d'énergie. L'agriculture industrielle est l'un des plus grands gaspilleurs de combustibles fossiles, utilisés à la fois pour les pesticides et les engrais, le transport, toute l'industrie de distribution et le travail mécanisée de la terre.

Le résultat de tout cette chimie est un appauvrissement énorme du sol et de la biodiversité. Une multitude d'espèces est la seule garantie réelle qu'ont les communautés locales contre les problèmes climatiques. Cent milliards de clones de la même plante réagissent exactement de la même manière à la sécheresse ou aux inondations. Un champ sain avec une diversité génétique naturelle a la capacité de s'adapter, certaines plantes mourront, d'autres iront mieux.

La nourriture vendue sur les marchés de nos sociétés industrialisées, sans exclure les légumes bio de votre supermarché, est à presque 100 % produite à base des mêmes graines industrielles. Ces semences hybrides fournissent un produit uniforme, de belles tomates rouges rondes ou des carottes bien calibrées, par exemple. Par contre, les graines hybrides ne peuvent pas être utilisées pour la production de semences. Ainsi les agriculteurs deviennent les consommateurs de leurs propres semences, qu'ils doivent acheter toutes les années à des sociétés spécialisées.

Concentration d'intérêts

Notre modèle d'agriculture industrielle énergivore dépend énormément des grandes tendances économiques. La spéculation sur les ressources de base telles que les céréales est la cause d'une énorme incertitude pour de très grandes parties de la population mondiale, autant les agriculteurs que les consommateurs. Est-il logique que l'OPEP affecte le prix du pain ou des pâtes? Comme la demande de pétrole continue d'augmenter et l'offre continue de baisser, les prix de tout ce qui est associé au pétrole continue inévitablement de monter. Et le pouvoir tombe de plus en plus dans les mêmes chaises.

En raison de cette augmentation de la concentration des intérêts agricoles, l'agriculture à petite échelle devient de moins en moins réalisable. Ces dernières années, des masses de petits agriculteurs partout dans le monde ont perdu leurs terres au profit de grands propriétaires, avec des conséquences sociales désastreuses comme l'exode rural ou des vagues de suicide. En Inde au cours des 15 dernières années, 250.000 agriculteurs se sont suicidés dans le désespoir, souvent en buvant les produits chimiques qui auraient dû rendre invincibles leurs cultures.

Un agriculteur sans terre est condamné à la soumission. En Belgique 40 fermes arrêtent chaque semaine, en France le chiffre dépasse les 200. Ceci se traduit aussi par un agrandissement croissant des exploitations agricoles.

Selon le rapport de De Schutter, la faisabilité du modèle agro-écologique dépend en très grande partie de la volonté politique de le promouvoir. Le Rapporteur de l'ONU fait un

certain nombre de propositions très concrètes sur la façon dont les gouvernements peuvent aider à faire évoluer leur agriculture dans la bonne direction.

La concentration du pouvoir

Sur la question des semences, il n'y a aucune bonne raison de centraliser plus le pouvoir et les procédures. Les seuls qui vont vraiment bénéficier d'une loi européenne unifiée sur les semences sont les grands acteurs multinationaux. Quand on examine un peu plus en détail l'histoire de cette évolution législative, il s'ensuit que leur influence sur la politique est omniprésente.

Toutes les sources et informations sur cette loi sont ouvertement disponibles sur internet, il suffit de lire et d'interpréter. Heureusement pour l'industrie, nous sommes tous bien trop occupés pour prendre le temps pour cela. Surtout dans les sociétés industrialisées comme la notre où «peaches come from a can, they were put there by man, in a factory downtown» «les pêches viennent d'une boîte, elles ont été mises là par un homme dans une usine en ville» (paroles "Peaches" - The Presidents of the USA). Est-il étrange alors que le pouvoir semble évoluer presque naturellement vers des structures de plus en plus concentrées et centralisées? Tous ceux qui ont encore des questions sur l'augmentation de l'écart entre les riches et les pauvres, trouveront un bon exemple dans cette étude de cas.

L'agriculture et la production de semences sont des pratiques très anciennes qui ont toujours été très proches de l'homme. Depuis l'émergence de l'agriculture la production de semences est aussi locale que les variétés cultivées. La distance entre l'homme, les semences et le champ, qui a augmenté énormément au cours du dernier siècle, est peut-être bien la cause de toutes les 'crises' auxquelles aujourd'hui plus aucun gouvernement n'a de réponse.

Plus d'info: <http://www.seed-sovereignty.org/>

Quelques sources:

-Rapport Arcadia: Evaluation of the Community *acquis* on the marketing of seed and plant propagating material

http://ec.europa.eu/food/plant/propagation/evaluation/s_pm_evaluation_finalreport_en.pdf

- 'Action Plan for the review of the Community legislation on the marketing of seeds and plant propagating material and related issues'

http://ec.europa.eu/food/plant/propagation/evaluation/docs/AP_council_2009_en.pdf

- 'Options and analysis of possible scenarios for the review of the EU legislation on the marketing of seed and plant propagating material'

http://ec.europa.eu/food/plant/propagation/evaluation/docs/15042011_options_analysis_paper_en.pdf

-Stakeholder Consultation:

<http://ec.europa.eu/yourvoice/ipm/forms/dispatch?form=sppm>

http://ec.europa.eu/food/plant/propagation/evaluation/options_review_legislation_replies_en.htm

http://ec.europa.eu/food/plant/propagation/evaluation/options_review_legislation_replies_en.print.htm

-Rapports Olivier De Schutter

http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_en.pdf

http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20091021_report-ga64_seed-policies-and-the-right-to-food_en.pdf

Top 10 des multinationales des semences:

<http://gmwatch.org/latest-listing/1-news-items/10558-the-worlds-top-ten-seed-companies-who-owns-nature>

conflits d'intérêts EFSA:

http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/03/05/ogm-l-agence-d-experts-europeens-doit-retrouver-une-credibilite_1315192_3244.html

http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/03/04/ogm-l-agence-de-securite-europeenne-a-nouveau-accusee-de-conflit-d-interets_1488673_3244.html